LA CAUSE DU PEUPLE

« Comment émouvoir un peuple aussi désenchanté et blasé que le nôtre, sinon en le faisant périodiquement trembler devant des périls imaginaires ? », écrivait Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution*. Les périls imaginaires, aujourd'hui, sont ceux que la classe politico-médiatique sort de son chapeau pour détourner l'attention des véritables dangers et, subsidiairement, faire oublier ses propres turpitudes. La dénonciation du « populisme » — la « menace populiste », la « dérive populiste », la « tentation populiste » — en fait de toute évidence partie. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, ce terme, autrefois peu usité, a fait une entrée en force dans le discours public. Il fonctionne désormais comme une injure politique tout en prétendant, contradictoirement, au statut de catégorie d'analyse.

Il est vrai qu'aujourd'hui, le populisme est avant tout un style ou une posture. Comme tel, il peut se combiner avec n'importe quelle idéologie : national-populisme, populisme ultralibéral, populisme de gauche, populisme ouvriériste, etc. Le populisme peut être démocratique ou réactionnaire, solidariste ou xénophobe. C'est un caméléon, un mot-caoutchouc, que le discours médiatique ou pseudosavant peut d'autant plus facilement diaboliser que le terme, n'ayant pas de contenu véritable, peut être appliqué à n'importe quoi. D'où ce « suremploi polémique » (Pierre-André Taguieff) qui tend à décourager typologies et définitions.

En tant que style, le populisme est surtout le fait de partis attrape-tout, qui multiplient les promesses dans une perspective essentiellement démagogique. Leurs chefs, tribuns aux maxillaires serrés ou au sourire télégénique, exploitent détresses et rancœurs, capitalisent les peurs, les misères et les angoisses sociales, en désignant fréquemment des boucs émissaires — sans jamais, bien entendu, mettre en cause la logique du capital. Leur posture la plus courante consiste à en appeler au peuple contre le système en place. Cet « appel au peuple » est évidemment équivoque, ne serait-ce que parce que la notion de « peuple » peut être comprise de bien des façons. Le populisme a aussi sa part de naïveté quand il se borne à encenser les « vertus innées » du peuple, la sûreté « spontanée » de ses jugements, qui rendrait inutiles tous les médiations. On a pu dire que les populistes ne font de la politique qu'à contre-cœur. Ils courent alors le risque de tomber, soit dans une attitude purement impolitique, soit dans un poujadisme ronchon.

Cependant, si critiquable qu'il puisse être, ce populisme a valeur de symptôme. Réaction « d'en bas » vers un « haut » où l'expérience du pouvoir se confond avec

la jouissance des privilèges, il représente avant tout le refus d'une démocratie représentative qui ne représente plus rien. Protestation contre l'édifice vermoulu d'institutions surplombantes coupées du pays réel, révélateur des dysfonctionnements d'un système politique qui ne répond plus à l'attente des citoyens et se révèle incapable d'assurer la permanence du lien social, il témoigne d'un malaise grandissant au sein de la vie publique, d'un mépris pour la Nouvelle Classe qui ne cesse de s'étendre. Il est le révélateur d'une crise de la démocratie, récemment analysée par Gérard Mendel comme « une tendance de fond où s'additionnent la désacralisation de l'autorité, une perte de foi dans les idéologies globalistes, la convergence gestionnaire des grands partis, le sentiment diffus que les forces économiques sont les plus puissantes ». Ce populisme-là surgit lorsque les citoyens se détournent des urnes au simple motif qu'ils n'en attendent plus rien.

Dans de telles conditions, la dénonciation du « populisme » vise trop souvent à désarmer la protestation sociale, tant au sein d'une droite avant tout soucieuse de ses intérêts que d'une gauche devenue massivement conservatrice et coupée du peuple. Elle permet alors à une Nouvelle Classe vénale et corrompue, dont le principal souci est la « délégitimation de tous ceux pour qui le peuple est une cause à défendre au profit de ceux pour qui le peuple est un problème à résoudre » (Annie Collovald) de regarder le peuple avec dédain. Que le « recours au peuple » puisse à lui seul être dénoncé comme une pathologie politique, voire une menace pour la démocratie, est à cet égard révélateur. C'est oublier qu'en démocratie, le peuple est l'unique dépositaire de la souveraineté. Surtout quand elle est confisquée.

Réduit à une simple posture, le populisme devient synonyme de démagogie, c'est-à-dire de mystification. Mais le populisme peut aussi exister comme forme politique à part entière, voire comme système d'idées organisé. Il a d'ailleurs ses grands ancêtres : Luddites et chartistes anglais, agrariens américains et populistes russes (*narodnitchestvo*), syndicalistes révolutionnaires et représentants du socialisme français de type associatif et mutuelliste, sans oublier quelques grands théoriciens, de Henry George à Bakhounine, de Nicolas Tchernychevski à Pierre Leroux, Benoît Malon, Sorel et Proudhon.

En tant que forme politique, le populisme s'exprime par un engagement envers les communautés locales plus qu'envers la « grande société ». Ne se sentant solidaire ni de l'Etat ni du Marché, il récuse tout autant l'étatisme que l'individualisme libéral. Il aspire à la liberté comme à l'égalité, mais il est foncièrement anticapitaliste, car il voit bien que le règne de la marchandise liquide toutes les formes de vie commune auquel il est attaché. Aspirant à une politique conforme aux aspirations populaires, fondée sur cette morale populaire pour laquelle la Nouvelle Classe n'a que mépris, il cherche à créer de nouveaux lieux d'expression collective sur la base d'une politique de proximité. Il postule que la participation des citoyens à la vie publique est plus importante que le jeu des institutions. Enfin, il donne une importance centrale à la notion de subsidiarité. C'est pourquoi il s'oppose explicitement aux élites politico-médiatiques, managériales et bureaucratiques.

Anti-élitiste, le vrai populisme est donc incompatible avec tous les systèmes autoritaires auxquels on n'a que trop tendance à l'assimiler. Il est tout aussi incompatible avec les discours ronflants de leaders autoproclamés qui prétendent parler au nom du peuple, mais se gardent bien de lui donner la parole. Dès lors en effet que l'impulsion vient du haut, qu'elle est le fait d'un tribun démagogue qui fait fond sur la protestation sociale ou le mécontentement populaire sans jamais laisser le peuple s'exprimer lui-même, on sort du populisme proprement dit.

Replacé dans sa perspective propre, le populisme a d'autant plus d'avenir que la politique institutionnelle en a de moins en moins. Dès à présent, il est le seul à pouvoir synthétiser l'axe justice sociale-sécurité qui tend à supplanter l'axe gauche-droite ou les conflits sociaux d'un type plus classique. C'est en cela qu'il offre une alternative par rapport à l'hégémonie néolibérale, fondée sur la seule politique représentative. En offrant de revigorer la politique locale grâce une conception responsable de la politique participative, il peut jouer un rôle libérateur. Il retrouverait ainsi son rôle d'origine : servir la cause du peuple.

Alain de Benoist